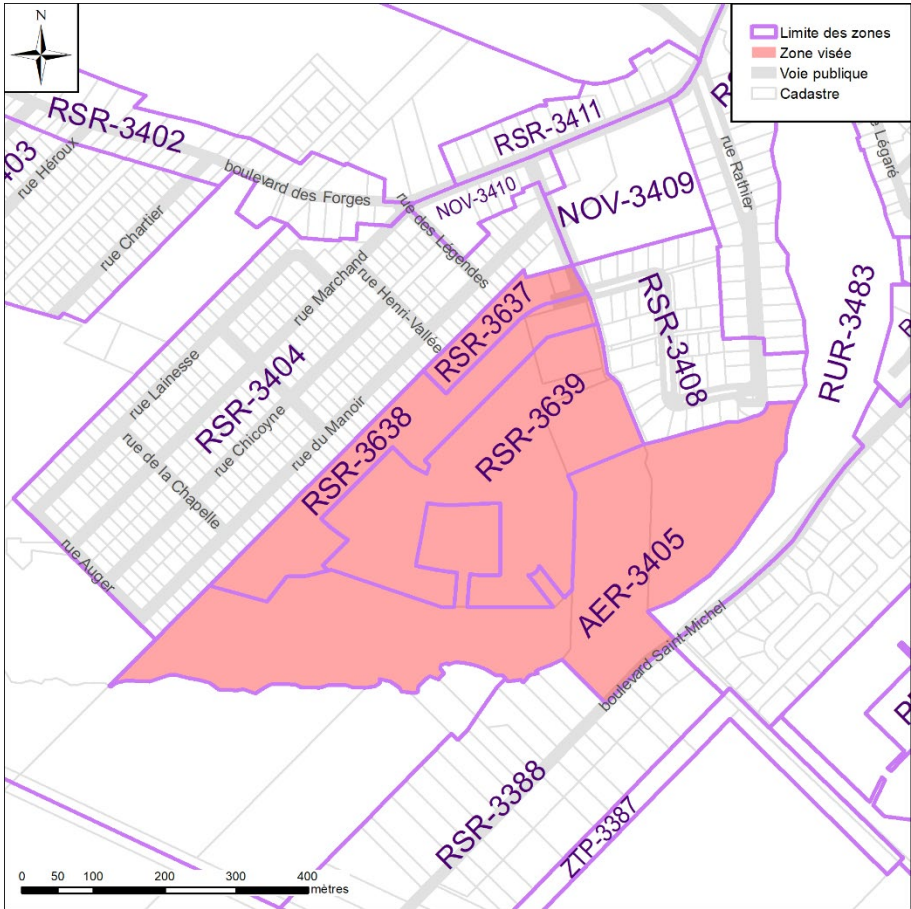

Ville de Trois-Rivières

(2023, chapitre 98)

Règlement modifiant le Règlement établissant le cadre normatif en matière d’urbanisme (2021, chapitre 126) afin d’ajuster les limites des zones résidentielles rurales et d’agrandir une aire écologique, au nord-ouest du boulevard Saint-Michel et de fixer le cadre normatif en fonction du plan d’aménagement d’ensemble approuvé

1. Une partie du Plan de zonage – Feuillet n°6 de l’annexe 1 du Règlement établissant le cadre normatif en matière d’urbanisme (2021, chapitre 126) est modifiée afin de remplacer les zones RSR-3626, RSR-3625, RSR-3530, RSR-3407, et RES-3406, par les zones RSR-3637, RSR-3638 et RSR-3639, ainsi que d’agrandir la zone AER-3405 à même une partie de la zone RSR-3639, de la façon suivante :



2. L’annexe 2 « Grille de spécification » de ce Règlement est modifiée par l’insertion, après la grille de la zone RSR-3626, des grilles suivantes :

ZONE : RSR-3637

[illegible]

ZONE : RSR-3638

[illegible]

ZONE : RSR-3639

[illegible]

3. L'annexe 2 « Grille de spécification » de ce Règlement est modifié par la suppression des grilles des zones RSR-3626, RSR-3625, RSR-3530, RSR-3407, et RES-3406.

J. L.

Y. T.

4. Le chapitre 19 – Dispositions spéciales de ce règlement est modifié par l'addition, à la section 7, après la « DS.7.22. Aire de transition entre les zones COL-2025 et RES-2026 », de la DS.7.23 suivante :

« DS.7.23. Zone tampon dans la zone RSR-3637

Une zone tampon de 6 m composée d'un minimum de 50 % de conifères doit être aménagée le long de la limite arrière des lots dans la zone RSR-3637 ».

5. Le chapitre 19 – Dispositions spéciales de ce règlement est modifié, à la section 9, de la « DS.9.4. Aménagement des terrains, drainage, constructions et équipements accessoires », par la suppression, au premier alinéa, de la phrase suivante :

« Les piscines, les spas et les cordes à linge sont autorisés en cour arrière seulement ».

6. Le présent règlement entre en vigueur, par l'effet du deuxième alinéa de l'article 25 du décret 851-2001 pris par le gouvernement du Québec le 4 juillet 2001, à la plus hâtive des deux dates suivantes :

1° 30 jours après la date de publication de l'avis prévu à l'article 137.10 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre. A-19.1), à condition que la Commission municipale du Québec n'ait pas reçu, d'au moins cinq personnes habiles à voter du territoire de la ville, une demande faite conformément à l'article 137.11 de cette Loi;

2° La date où, sous l'autorité du deuxième alinéa de l'article 137.13 de cette Loi, la Commission municipale du Québec donne un avis attestant qu'il est conforme au schéma d'aménagement et au plan d'urbanisme, le cas échéant.

Édicté à la séance du Conseil du 5 septembre 2023.

M. Jean Lamarche, maire

Me Yolaine Tremblay, greffière